**Dix grands thèmes de réflexion pour une école réellement démocratique et humaniste, s’ajustant aux grands changements et problèmes : sociétaux, climatiques, culturels et économiques de notre temps**

# Thème 1. Pour une gouvernance démocratique de l’Éducation nationale.

## Un premier constat : autoritarisme, changements permanents jamais évalués : un système pris de folie

Les années Blanquer se sont caractérisées par des injonctions pour des changements conséquents dans les programmes, les examens, les dispositifs d’organisation des classes, la formation initiale et continue, la charge de travail rallongée des enseignants, l’allongement du calendrier scolaire, etc. Aucun de ces dispositifs sensés améliorer le fonctionnement et l’efficacité des enseignements et formations n’a été évalués. Certains ont été retoqués comme la disparition des mathématiques pour les élèves qui ne choisissent pas cette option dans la nouvelle voie unique menant au baccalauréat ou encore le déplacement des épreuves de spécialité qui s'étaient déroulées en mars 2023 et avaient provoqué une désertion des lycées ; elles sont programmées pour fin juin 2024 Il est question aujourd’hui de nouveaux changements, imposés à très grande vitesse, importants tant dans les programmes, l’organisation des apprentissages en cycles, que sur des questions fondamentales relatives aux savoirs ou à l’apparition d’un nouvel item « la culture générale ». D’autres enseignements, des cours d’empathie, sont mis en avant comme autant de panacées aux difficultés relationnelles ou sociales des élèves et enseignants.

L’ensemble de ces mesures, jamais discutées, ni votées au parlement, a donné le tournis aux équipes éducatives, et les a profondément déstabilisées, voire culpabilisées. Les abandons de poste ou de mission explosent chez les formateurs et les conseillers pédagogiques. Les corps d’inspection, y compris l’Inspection Générale qui disparait en tant que corps (décret n°2021-1550 du 1er décembre 2021) et se voit remplacée par des « administrateurs de l’État » dépendants du pouvoir en place, ne sont pas plus à l’aise et deviennent, à leur grand désarroi, de simples exécutants de la voix de son maître.

## L’absence de concertation réelle

La gouvernance du ministère pour décider et mettre en œuvre nombre de décisions est devenue de plus en plus autoritaire et descendante.(Des annonce s en décembre pour la rentrée prochaine) Les concertations avec les syndicats, associations diverses, chercheurs spécialistes du domaine de l’éducation, avec les corps d’inspection chargés de rendre des rapports sur le fonctionnement du système, soit ont été éliminés, soit sont devenues dérisoires « On écoute », certes, c’est nouveau mais on ne discute pas des décisions. Les pseudo concertations actuelles telles qu’elles se déroulent à lavitesse du TGV ne font pas illusion . Elles sont l’alibi fonctionnement démocratique. . Il ne suffit pas de convoquer les représentants des syndicats et associations». Repenser les programmes comme il est question est un très vaste et très sérieux chantier qui remet en cause toute l’organisation, le recrutement, la formation. Le financement

# Une déstabilisation organisée systématique du système à tous les échelons

**La remise en cause constante** des programmes d’enseignement, la multiplication d’évaluations nationales contraignent les enseignants à ajuster leurs pratiques, leur pédagogie, non aux élèves et leur très grande diversité et hétérogénéité sociale, culturelle et cognitive mais aux attentes de quelques items standards choisis par des « penseurs » inconnus. Le *teaching for testing* (enseigner pour préparer aux évaluations) l’emporte sur la créativité et la liberté pédagogique. Ainsi l’écriture, comme expression d’une pensée personnelle difficile à évaluer à partir de questionnaires à choix multiple (QCM ) a quasiment disparu dans les tests et par voie de conséquence dans les classes (Rapport IGEN 2022). Les examens, leur organisation, leur calendrier et leurs objectifs (cf. le bac) sont décrédibilisés faute d’avoir été conçus et construits avec]ceux qui y préparent les élèves., à partir de recherche-action évalués , expérimentations

**Le fonctionnement hiérarchique** se durcit au détriment des fonctions d’accompagnement, de gestion ajustée des situations. De nouveaux fonctionnements, statuts, mode de recrutement des personnels d’encadrement, accompagnement (directeur d’école, inspecteurs, conseillers pédagogiques) font disparaître la fonction d’accompagnement, de formation et se réduisent à une simple mission de transmission, à une évaluation des « bonnes pratiques » »bientôt « bons manuels «  décidées en haut lieu et envoyées sous forme de diaporamas dans certains stages ou magistères.

**Un nouveau management : diviser pour faire obéir**. Le nouveau management pour le fonctionnement des établissements scolaires, notamment des écoles, cherche à remplacer la gestion collective, par l’obéissance au chef d’établissement lequel peut attribuer ou non des briques de « pactes » (des missions supplémentaires à disposition des chefs d’établissement pour des personnels qui travaillent déjà 45 heures en moyenne par semaine, le retour du travailler pour gagner -un peu – plus ») et autres aumônes. Il tend à diviser les enseignants.

Les changements proposés pour la formation initiale et continue, ont éliminé dans leur discussion l’avis et la participation des enseignants-chercheurs formateurs et de leurs collègues ainsi que des directeurs d’établissement de formation des instituts nationaux supérieurs du professorat et de l’éducation (INSPE) non consultés.

La dimension autoritaire cherche en outre à **avoir le contrôle sur les formes de travail et de pensée des enseignants**, (par exemple le rétablissement des groupes de niveaux annoncé alors que toutes les recherches en établissent l’échec dans le cadre de la démocratisation de l’enseignement) Elle tend à imposer du « prêt à enseigner », de la pédagogie en kit [ou prémâchée/sous forme de boîtes à outils]. Après les évaluations ministérielles, sont proposés des leçons modèles et des outils clés en main. L’idée de manuels officiels, comme dans un certain nombre de pays autoritaires et celle de logiciels labellisés font leur chemin (propos de Gabriel Attal).

## Des avancements de carrière à la tête du client ? Pour bonne conduite ?

La gestion des carrières des enseignants et leur affectation, il y a peu encore discutées, négociées, surveillées par les instances syndicales ont été monopolisées par le ministre Blanquer. Elles sont aujourd’hui totalement aux mains de la hiérarchie.

Cette gouvernance vaste, complexe, nécessaire touche tous les fonctionnements du système scolaire sur les principes d’une politique néolibérale : **tout contrôler pour faire des économies** sur ce bien commun qu’est l’éducation, déstabiliser, démolir dans l’opinion publique l’image d’une école publique gratuite, efficiente, juste, à la hauteur des défis qui lui sont proposés. Promouvoir l’école privée, une école « réservée » à certaines catégories sociales qui se prennent pour l’élite et à d’autres qui y voient un communautarisme religieux bien éloigné du principe de la laïcité se fait « à bas bruit » et s’accélère sous la houlette d’un ministre qui en est issu.

Il en va ainsi de la carte scolaire, des lycées de province qui n’ont pas toutes les options, des suppressions de postes, de la concurrence sauvage dans les grandes villes entre lycées professionnels privés et publics. Tout cela aboutit à :

- des lycées qui favorisent l’entre soi des catégories favorisées et leurs résultats scolaires meilleurs (enquête récente *The Conversation* 15 :11/2023/),

- des subventions publiques attribuées à l’école privée qui ne respecte pas toujours sa mission de mixité sociale (frais de scolarité alors que les enseignants sont des contractuels d’État en cas contrat d’association) et de respect de la liberté de conscience,

- des diminutions d’horaire pour les enseignements de savoirs théoriques dans l’enseignement professionnel,

- des suppressions de subventions à un grand nombre d’associations professionnelles et didactiques

- une charge de travail augmentée des enseignants qui s’accompagne d’une diminution de leurs salaires pratiquement au SMIC et en queue de peloton en Europe. Ce qui explique que les postes mis au concours ne sont pas attribués faute de candidats, que les absents et démissionnaires sont remplacés par des vacataires taillables et corvéables, rejetables à merci, etc. (vacances non payées par exemple). Leur effectif explose de manière exponentielle, et ce d’autant plus qu’eux-mêmes ne voient souvent cet emploi que comme une solution provisoire très vite difficile à supporter et qu’ils partent sans préavis.

## Pas de petites économies pour les ministères de Blanquer et Attal

On racle dans tous les coins pour faire taire, empêcher les collectifs d’enseignants de réfléchir ensemble, inventer ensemble et on restitue au budget de l’État ce qu’on a pris à l’éducation des élèves.

# Penser autrement une gestion démocratique du système. Quelques pistes

1. Rétablir un certain nombre de structures de concertations paritaires avec les syndicats
2. Sortir les réformes du système éducatif de la temporalité politique trop courte avec son rythme de renouvellement des gouvernants tous les cinq ans
3. Donner du temps aux consultations sur le modèle de ce qui s’est fait en Irlande (trois ans au moins de débats rencontres expérimentations, etc.)
4. Ouvrir la réflexion et l’inscrire dans une problématique si complexe que l’adaptation du système éducatif aux transformations sociétales nécessite de convoquer et d’associer très largement les divers champs scientifiques qui peuvent apporter des éclairages
5. Penser l’action du ministère non comme se voulant une instance de décision mais comme permettant la mise en œuvre, le contrôle et l’évaluation des réformes proposées et décidées démocratiquement par des votes et lois d’orientation au parlement.
6. [Au niveau local, redonner des marges d’autonomie et d’initiatives aux écoles et établissements en réinitialisant en leur sein les procédures démocratiques afin de répartir le pouvoir et le pouvoir d’agir entre les personnels d’éducation et les bénéficiaires de l’Éducation nationale. Pour cela revoir la gouvernance et les fonctions de direction en les mettant au service des projets personnels, d’équipes et d’établissement et/ou d’école]

Etc.…. [Ou Ce n‘est qu’un début, continuons le débat !]